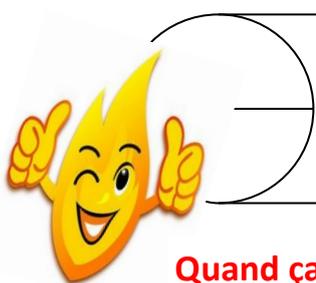




COURRIER des PENSIONNÉS

CGT - ÉNERGIES TOURAINE

Bulletin trimestriel n° 52



Editorial.....



Quand ça veut pas, ça veut pas !!!!

Décidément, il est bien dur pour le gouvernement de mettre en œuvre tous les reculs sociaux qu'il a en magasin pour répondre aux besoins toujours plus exorbitants des tenants de la finance et des multinationales.

Après ses échecs sur la réforme des retraites par points, sur la privatisation des aéroports de Paris, sur les projets HERCULE et CLAMADIEU, le gouvernement est en train de recevoir le boomerang de sa politique antisociale. Il pensait calmer les français en leur octroyant un chèque énergie puis un chèque inflation, il pensait pouvoir tranquillement torpiller EDF en lui imposant de vendre à perte une grosse partie de sa production nucléaire, et bien c'est l'inverse qui se produit. Les agents EDF plus unis que jamais se sont mobilisés massivement pour exiger l'augmentation des salaires et des pensions. De nombreux usagers commencent à percevoir les méfaits concrets de la privatisation d'EDF et GDF sur leur facture d'énergie et rejoignent en cela le mouvement des électriciens et gaziers.

Alors que les candidats de droite, d'extrême droite et le président candidat relayés par des médias plus que complaisants voudraient que le débat des présidentielles ne porte que sur les questions d'identité, d'immigration, de sécurité avec tout leur cortège de course à la haine de l'autre, les français en ont décidé autrement. Ce qu'ils veulent, c'est un travail bien rémunéré permettant une vie épanouie dans l'entreprise et hors de l'entreprise. Ils le démontrent par les multiples actions qui se développent dans des secteurs de plus en plus nombreux autour de ces questions.

Oui les français ont remis le social au cœur de la présidentielle, n'en déplaise à ceux qui veulent nous diviser pour mieux nous étrangler.

Oui décidément quand ça veut pas, ça veut pas.

P. Fresne

2022, ... ANNÉE "BONNE" ?!





Les tarifs de l'électricité ont augmenté de 60% entre 2006 et 2020, selon un rapport de l'INSEE.

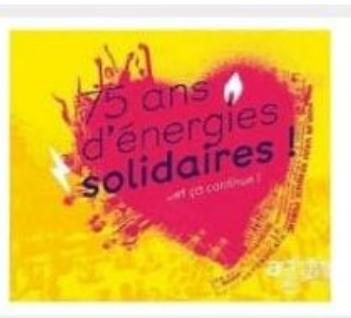
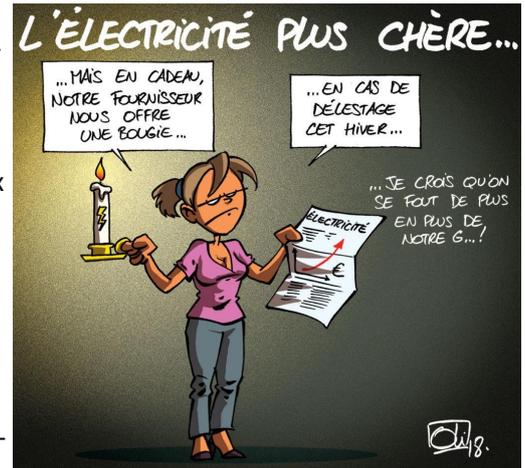
Depuis 2004, la séparation d'EDF et GDF, l'ouverture du capital, l'ouverture à la concurrence, sont autant d'étapes dans le démantèlement du service public de l'électricité. Ces mesures ont eu deux conséquences pour les consommateurs-usagers, devenus des clients : une baisse de la qualité du service et l'augmentation du prix de l'électricité (+60% en 15 ans). À cause de qui et de quoi ?

L'État détruit le service public en organisant sa privatisation dès 2004 et le marché boursier a fait augmenter les prix de manière significative....

Jusqu'en 2007, le marché français de l'énergie à destination des particuliers a été épargné et assurait aux usagers / consommateurs du pays des tarifs maîtrisés.

À l'heure actuelle, l'ouverture à la concurrence est un échec complet et le constat cinglant....

Lire l'article complet, suivi d'une pétition à signer avec les deux mains sur : <http://energie-publique.fr/>



Compte-rendu du Conseil d'Administration du Jeudi 27 janvier 2022

Election du Bureau CMCAS Tours-Blois 2022

En entrée de séance...la **CFDT refuse** que les administrateurs assistant au CA à distance (cause situation sanitaire) puissent participer au vote !!

Ça commence bien....

Election du Président : Aucune délégation ne présente de candidat !

Suspension de séance....

Pendant cette suspension de séance, la délégation **CGT** a réitéré auprès de la **CFE-CGC** et de la **CFDT** qu'elle était attachée à respecter le vote du Conseil d'Administration, de juin 2021, sur les « Orientations Politiques et Budgétaires 2022 » dont découle le budget 2022.

Quelques éléments d'explication...

Le Conseil d'Administration vote les projets 2022, en juin 2021 et la Commission Budget Achats Patrimoine (BAP), où siège chaque organisation syndicale, élabore le budget en cohérence avec les projets qui ont été approuvés et présente ce budget au vote du CA.

C'est donc de ces projets, votés en juin 2021, que découle le budget 2022.

Les 2 étant indissociables !

Et c'est bien l'objet du désaccord... Sous prétexte que le nombre de sièges, attribué à chaque Organisation Syndicale, a changé suite aux élections de CMCAS de novembre 2021, ils veulent maintenant tout remettre en cause, en nous disant, je cite la



...CFE-CGC : «...maintenant, nous sommes majoritaires... », Sous-entendu CFE-CGC (7 sièges) et CFDT (6 sièges).

Ils veulent décider !

Ils devront travailler et en prendre la responsabilité !

Nous rappelons que sur le mandat précédent, La CGT (11 sièges sur 24) assumait les premières responsabilités, sans avoir la majorité absolue et le mandat s'est déroulé sereinement !

Contrairement à ce qu'on voudrait vous faire croire, la CGT est « ouverte »

Nous rappelons que sous la gouvernance de la CGT, les chèques vacances ont été mis en place pour ceux qui n'ont pas été affectés à la CCAS (proposition CFDT), ainsi que le dispositif « MARS » proposé par FO.

Pour la CGT, le PLURALISME c'est :

« Une bonne idée est une bonne idée ! »

Une seule exigence pour la CGT, c'est que les propositions préservent l'équité de traitement des bénéficiaires

Travailler ensemble...OUI !

Travailler pour les autres...NON !

Retour en séance....

Pas de solution... donc pas de bureau pour administrer le quotidien de la CMCAS....Et toujours pas de budget.

Avant de clore la séance....

La CGT alerte les autres délégations sur la situation 2021.

De nombreuses factures fournisseur 2021 restent impayées (83 000€).

Plus grave, 15 000 € d'aides diverses ne peuvent être versées aux bénéficiaires.

Au vu de cette situation, La délégation CGT propose de redonner les pouvoirs de signatures des pièces comptables à l'ancien bureau, celui de 2021, pour pouvoir, à minima, solder 2021.

La CFE-CGC refuse de soumettre cette proposition au vote, sous prétexte que ce n'est pas prévu à l'ordre du jour....

Nous proposons et soumettons au vote des administrateurs, un CA Extraordinaire, immédiatement, sur cette question.

CFE-CGC et CFDT votent « CONTRE »

Fin de non-recevoir !....

Fin de la séance

Une bonne
année 2022



**Fiers de nos valeurs de liberté,
de fraternité,
de justice sociale,
de solidarité et de paix.**



75 ans de responsabilités ET de gestion.

TOUJOURS critiqués, JAMAIS égalés ! LA CGT assumera encore une fois !

La CGT a toujours assumé ses responsabilités et par respect pour les agents qui nous ont élus, nous allons solliciter de nouveau, FO, la CFDT et la CFE-CGC pour trouver une issue à cette situation.

Pour la CGT, la situation de blocage qui perdure à la CMCAS Tours-Blois est inadmissible.

Les bénéficiaires sont pris en otage :

- Plus de 15 000 € d'aides ne peuvent être versées
- Une dette de 83 000 € auprès des prestataires et fournisseurs avec qui nous travaillons depuis longtemps et qui nous font confiance
- Aucune activité ne peut être mise en œuvre
- Dans les jours à venir, nous devons engager la CMCAS pour l'arbre de Noël de Tours.
- Les assurances arrivées à échéance ne peuvent être renouvelées

Pour l'heure, comme la CGT l'a toujours fait, nous serons présents sur les quais de gare et au départ des bus pour les colos de nos chères têtes blondes.

Les convoyeurs de vos enfants, bénévoles, sont pour la plupart des syndiqués CGT, en majorité retraités, qui continuent à œuvrer pour les valeurs de nos activités sociales : Egalité, Justice et Dignité.

Nous en profitons pour les remercier chaleureusement pour leur engagement auprès de nous depuis de nombreuses années.

Nous continuons, sans aucun pouvoir de décision, à être présents, quotidiennement, à la CMCAS pour soutenir les professionnels des activités sociales qui sont également très inquiets de la situation.

Ce sont leurs emplois qui sont en jeu !

Pas besoin de personnel pour signer des chèques vacances ou tout autres chèques en tout genre !

Pour votre connaissance, ces professionnels ne sont autres que des agents statutaires détachés des entreprises... nos collègues quoi !



Flash actions AMBOISE

L'UL CGT AMBOISE - BLERE - CHATEAU RENAULT a organisé une réunion publique le samedi 16 octobre 2021 à 15h00 à Amboise sur l'avenir de l'hôpital Public - la fermeture de la périnatalité et le manque de personnel au service des urgences et dans les autres services et dans les EHPAD - cette réunion s'est tenue en présence de Christophe Prudhomme porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France. La CGT réclame la réouverture de la maternité d'Amboise et va se battre contre la fermeture du service psychiatrie de Château Renault.